

Redoubler de vigilance et appel aux Algériens à différer leur voyage

LE JOUR

D'ALGERIE

Lors d'une opération de ratissage à Chlef Deux militaires tombent en martyrs suite à l'explosion d'une bombe

Votre quotidien national
Quatorzième année - N° 5026 - Lundi 9 mars 2020 - Prix : 10 DA

A l'occasion du 8 mars

Les assurances et engagements de Tebboune envers la femme algérienne

L'Italie forcée d'agir à la chinoise

Par Mohamed Habili

L'Italie est le premier pays après la Chine à recourir au confinement à grande échelle, en l'occurrence une bonne partie du nord du pays, impliquant 15 millions de personnes, un plus grand nombre donc que les 11 millions de Wuhan, pour tenter d'enrayer l'épidémie de coronavirus. Une extrémité à laquelle ne se sont encore résolus ni l'Iran ni la Corée du Sud, des pays dont on disait pourtant qu'ils étaient plus atteints qu'elle. Confinement d'ailleurs n'est peut-être qu'un euphémisme pour désigner quelque chose qui ressemble fort à un enfermement, à ciel ouvert certes, mais qui n'en est pas moins une sévère et soudaine suspension d'une liberté fondamentale, celle de circuler. Une mesure certes temporaire, prise dans une louable intention, qui plus est recommandée par l'OMS, mais dont rien ne permet de dire qu'elle a été prise démocratiquement. Après cela, il ne reste plus au gouvernement italien qu'à décréter l'état d'urgence, ou quelque chose du même genre. Si l'épidémie est effectivement stoppée dans sa propagation, il n'y aura pas grand-monde pour lui faire des reproches. Au contraire, il sera félicité pour avoir osé pour le bien général fouler au pied une liberté fondamentale. Mais si d'ici le 3 avril, date théorique de la levée du siège, d'autres foyers actifs apparaissent ailleurs en Italie, que fera-t-il ? S'empressera-t-il de confiner leurs régions respectives ?

Suite en page 3

Conseil des ministres

370 milliards pour contrer le coronavirus



Le Conseil des ministres, réuni hier, sous la présidence du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a débattu et adopté des exposés relatifs à plusieurs secteurs.

La facture pèse lourdement sur le Trésor de l'Etat

Plusieurs produits concernés par l'arrêt des importations

Musée d'art moderne d'Oran

Les défis de la femme présentés en couleurs

Conseil des ministres

370 milliards pour contrer le coronavirus

■ Le Conseil des ministres, réuni hier, sous la présidence du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a débattu et adopté des exposés relatifs à plusieurs secteurs.

Mais le dossier le plus important traité était celui du coronavirus. Le ministre de la Santé a présenté un exposé sur la situation actuelle de l'épidémie à travers le monde et les mesures prises par l'Algérie pour en faire face, notamment à travers le renforcement du contrôle au niveau des aéroports, ports et frontières terrestres, notamment pour les vols en provenance d'Europe. Il s'agit également du renouvellement du stock des moyens de prévention, des accessoires médicaux et des médicaments ainsi que l'acquisition de caméras thermiques sophistiquées. Pour ce faire, un budget préliminaire de 3,7 milliards de DA a été débloqué pour prendre en charge les dépenses urgentes comme pour l'acquisition des produits pharmaceutiques, médicaments et moyens de prévention, pour un montant de 3,5 milliards de DA, le dépistage du Coronavirus et prestations, 100 millions de DA et caméras thermiques, 100 millions de DA.

Le Président Tebboune a exprimé ses remerciements, ses félicitations et son encouragement à l'ensemble des fonctionnaires du secteur de la Santé (tous grades confondus), ainsi qu'aux agents de la sécurité et de la Protection civile.

Aussi, un exposé présenté par le ministre de l'énergie a souligné que la question de la transition énergétique occupe une place majeure dans le plan d'action du ministère de tutelle, pour affranchir le pays progressivement de la dépendance aux

hydrocarbures, qui représentent 95 % des recettes extérieures, relancer la dynamique pour l'émergence d'une énergie verte durable à même d'assurer d'importantes quantités de gaz naturel et élargir le champ des industries créatrices de richesses et de postes d'emploi.

Ce plan est à même de réaliser le développement des énergies renouvelables, la maîtrise de la consommation énergétique et l'efficacité énergétique.

Concernant les hydrocarbures, il s'agit d'intensifier les efforts de recherche et d'exploration y compris dans le nord du pays et en offshore, d'évaluer les gisements existants et de renforcer les capacités de production pour assurer les ressources financières nécessaires au financement de l'économie nationale et du développement social.

Dans son intervention, le Président de la République a rappelé que l'objectif à atteindre dans les cinq années à venir est de concrétiser une transition énergétique basée sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

Il s'agit également du développement des énergies renouvelables dans l'éclairage public et la généralisation des techniques de pointe pour assurer l'énergie, à l'instar des systèmes d'éclairage intelligent et les détecteurs au niveau des administrations, des structures publiques et du secteur économique.

Le Président a donné des instructions pour l'utilisation immédiate de l'énergie



Ph.D. R.

solaire dans l'éclairage public à travers toutes les communes de la République et a ordonné la conversion au Sirghaz des voitures du secteur public, et d'encourager l'acquisition des voitures électriques.

Par ailleurs, le ministre de la Poste et des Télécommunications a présenté un exposé portant essentiellement sur la garantie et l'amélioration des prestations offertes aux citoyens notamment dans les zones d'ombre, le soutien aux infrastructures, la contribution aux efforts de développement et la finalisation et la mise à jour du cadre juridique et insti-

tutionnel régissant le secteur.

Le Président a mis en avant le rôle vital dévolu au réseau postal en matière de prestations publiques, notamment électroniques, fournies aux citoyens, aux établissements et administrations, mettant l'accent sur la nécessité de veiller à garantir la qualité et la sécurité conformément aux standards internationaux et de combler les lacunes et les dysfonctionnements notamment dans les zones d'ombre.

Il a insisté, dans ce cadre, sur l'importance de promouvoir la contribution des investissements privés dans le secteur de la poste, des télécommu-

nications et des technologies de l'information et de la communication ainsi que l'augmentation de la contribution de ce secteur dans le PIB. A l'issue de son intervention, M. le Président a relevé la nécessité de trouver des solutions pratiques pour révolutionner le secteur en donnant d'abord la priorité absolue à l'amélioration du réseau internet, la généralisation de la fibre optique et l'utilisation de bureaux de poste mobiles dans les zones rurales pour réduire les dépenses publiques et partant de là, garantir des opportunités d'emploi en faveur des jeunes.

Farid D.

A l'occasion du 8 mars

Les assurances et engagements de Tebboune envers la femme algérienne

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a salué, hier à Alger, le haut niveau de conscience politique et le courage dont a fait preuve la femme algérienne dans «l'élan national historique pacifique», pour défendre le pays au sein du «processus de changement pacifique et démocratique pour l'édification de la nouvelle République». Dans une allocution prononcée à l'occasion de la Journée internationale des femmes, M. Tebboune a exprimé «son estime du haut niveau de conscience politique et du courage de la femme algérienne dans l'élan national historique pacifique, se tenant aux côtés de son frère l'homme dans la défense du pays au sein du processus de changement pacifique démocratique pour l'édification de la nouvelle République dont nous nous attelons à établir les fondements, à travers l'élaboration d'une Constitution nationale consensuelle à même d'assurer une rupture radicale avec les pratiques du passé et d'accorder à chacun ses droits dans le cadre d'un Etat fort, juste et démocratique». Après avoir salué «le riche capital et les contributions précieuses de la femme algérienne, tout au long des différentes étapes de la résistance populaire durant le colonialisme français abject jusqu'à la glorieuse Révolution nationale, passant par les

années de la tragédie nationale et le Hirk populaire béni, tournant décisif vers le changement démocratique escompté». Pour le Président Tebboune, la femme algérienne, dans son Etat indépendant, «franchit tous les obstacles pour contribuer à la réalisation d'un véritable progrès scientifique dans son pays, prouvant, ainsi, sa compétence et sa réussite avec brio dans les domaines scientifiques, des connaissances et des affaires et brigant de hauts postes de responsabilité, tout en continuant à être une mère, une épouse et une femme au foyer et à s'acquitter de son rôle historique sacré, celui de l'éducation des générations et la participation à la construction de l'avenir de la Nation avec un esprit ouvert qui préserve l'authenticité de notre peuple et son legs culturel, en étant au diapason des exigences de cette époque». M. Tebboune a réitéré son engagement à œuvrer «avec abnégation à la réalisation des aspirations du Hirk populaire et à aller ensemble vers un changement démocratique global pour l'édification d'une nouvelle République démocratique forte, juste et prospère dans laquelle les citoyennes et les citoyens occuperont la place qui leur sied, au sein de la solidarité, de l'égalité des chances et de la justice sociale, loin de toutes pratiques négatives ayant failli

ébranler les fondements de l'Etat, si ce n'est la prise de conscience du peuple et son adhésion autour de son armée nationale, une adhésion reflétant l'une des images de cohésion qui a subjugué le monde entier et nous a rempli tous d'un fort sentiment de fierté». A cette occasion, le président de la République a promis «l'autonomisation de la femme, l'amélioration de sa condition, le confortement de ses droits et sa protection de toute forme de violence, outre son accompagnement et la facilitation de ses missions sensibles, notamment liées à la maternité, à l'éducation des enfants, à la gestion de son ménage et aux responsabilités professionnelles, et ce, à travers la création des mécanismes nécessaires en vue de renforcer ses initiatives et de promouvoir ses activités, particulièrement dans les zones rurales et enclavées», mettant l'accent sur l'impératif d'«aider la femme au foyer en lui accordant des microcrédits à même de lui permettre de faire éclore ses talents en matière de création et d'innovation et ce, dans l'objectif d'améliorer son pouvoir d'achat et de participer aux dépenses familiales». A ce propos, le président de la République a estimé que «la femme doit continuer à assumer des postes de responsabilité au sein des institutions de l'Etat et de l'administration publique, tout en continuant à

promouvoir son rôle sur la scène politique afin de concrétiser l'égalité et la parité homme-femme, conformément aux constantes nationales et aux valeurs et préceptes de notre religion». Le Président Tebboune n'a pas manqué de louer «les contributions innovantes et précieuses de la femme algérienne à l'édification de l'Algérie nouvelle et sa préservation à travers toutes les étapes historiques vécues par notre pays».

Création du Prix national de la Femme innovante

Par ailleurs, le Président de la République a annoncé la création du Prix national de la Femme innovante, dédié à la femme algérienne innovante qui sera célébré chaque année pour encourager les femmes algériennes innovantes dans tous les domaines, en reconnaissance à leurs efforts et en valorisation de leurs réalisations dans tous les domaines afin de les motiver d'aller de l'avant avec compétence et mérite dans tous les domaines. Il a également décidé de remettre des attestations de reconnaissance et de considération à des femmes issues des quatre contrées du pays pour leur lutte quotidienne sans relâche sur le terrain.

Adel N./APS

Un nouveau cas de coronavirus enregistré en Algérie

Redoubler de vigilance et appel aux Algériens à différer leur voyage

■ Un nouveau cas de coronavirus a été confirmé encore hier en Algérie, portant ainsi à 20 le nombre de personnes touchées par le virus, dont 17 sont issues de la même famille, indique le ministère de la Santé qui assure que la personne s'étant évadée de l'hôpital de Boufarik a été réintégré.

Par Louiza Ait Ramdane

Ce nouveau cas est une ressortissante algérienne ayant séjourné en Espagne, selon un communiqué du ministère de la Santé. Dans le même cadre, le ministère a précisé que «le cas symptomatique ayant quitté l'hôpital de Boufarik a été remis en observation». Face à cette situation, le ministère de la Santé appelle à redoubler de vigilance en respectant les mesures de prévention contre le virus, comme il appelle les Algériens à différer leur voyage vers les destinations infectées. Afin de réduire le risque d'importation et d'extension de cette épidémie mondiale, le ministère de la Santé «conseille aux citoyens algériens devant se rendre dans les pays où l'épidémie est active, de différer leur voyage, sauf en cas de nécessité absolue, et dans ce cas, ils doivent prendre toutes les mesures préventives pour éviter toute contamination».

Le coronavirus continue de s'étendre dans le monde

L'épidémie due au nouveau coronavirus Covid-19, qui a touché désormais plus de 100 000 personnes dans le monde, s'étend et contraint les autorités à multiplier les précautions. La propagation accélérée du virus est jugée «très préoccupante» par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui précise qu'au total 94 pays sont désormais touchés par le Covid-19, qui a fait plus de 3 500 morts à travers le globe. Dans le monde, les populations se ruent sur les



masques, désinfectants, gants ou combinaisons, seuls reprints connus contre le virus. Outre la mise en quarantaine de millions d'Italiens dans le nord de l'Italie, le gouvernement a ordonné, à compter d'hier et jusqu'au 3 avril, la fermeture des cinémas, théâtres, musées, pubs, salles de jeux, écoles de danse, discothèques et autres lieux similaires, sur l'ensemble du territoire national, selon un décret signé hier par le Chef du gouvernement italien, Giuseppe Conte. Il sera en revanche toujours possible de faire ses courses, les jours de semaine, ou d'aller dans un bar ou un restaurant, à condition toutefois de respecter la distance de sécurité d'au moins un mètre entre les clients.

La propagation accélérée du coronavirus en France, où près de 950 contaminations dont 16

décès sont désormais recensés, sonne la mobilisation générale des services de santé dans ce pays, notamment dans les deux départements les plus touchés, dont les écoles et les crèches garderont portes closes à partir d'aujourd'hui.

Des événements reportés et des écoles fermées

Reflète de l'inquiétude des autorités de la majeure partie des pays concernés par le coronavirus, événements sportifs et rassemblements continuent cependant de faire l'objet d'annulation ou report : le marathon de Barcelone prévu le 15 mars se tiendra finalement le 25 octobre. Le grand festival culturel South by Southwest, qui devait se tenir mi-mars à Austin au Texas (Etats-Unis) est annulé.

Aux Etats-Unis, la NBA (championnat nord-américain de basket-ball) a demandé aux franchises qui la composent de se préparer à l'éventualité de disputer des matches à huis clos, selon les médias. En outre, nombre de pays prennent des mesures d'interdiction de territoire ou de quarantaine pour des voyageurs provenant de pays touchés. Au moins 36 pays ont déjà imposé une interdiction totale d'entrée aux personnes arrivant de Corée du Sud, selon Séoul, et 22 autres ont pris des mesures de quarantaine. La Russie a également fermé ses frontières aux voyageurs venant d'Iran. Pour l'Organisation mondiale du tourisme, le nombre de touristes dans le monde devrait baisser de 1 à 3 % en 2020, soit une perte de 30 à 50 milliards de dollars.

L. A. R.

La facture pèse lourdement sur le Trésor de l'Etat

Plusieurs produits concernés par l'arrêt des importations

Le ministre du Commerce a révélé que l'importation anarchique a fait subir au Trésor de l'Etat de grandes pertes et il est temps de revoir les mécanismes d'importation conformément aux données du Fichier national des produits en cours de d'élaboration. «Nous allons arrêter l'importation des produits dont nous disposons les moyens de les fabriquer localement et si nous autorisons leur importation, des taxes douanières seront appliquées car nous sommes appelés à protéger le produit national», a affirmé Kamel Rezig. Le Fichier national des produits se focalisera sur la définition d'une stratégie nationale pour mettre fin à l'importation anarchique à même de renforcer le produit national et préserver les ressources de l'Etat en devises, a précisé le ministre lors d'une

rencontre avec les cadres du secteur en compagnie du ministre délégué chargé du Commerce extérieur, Aïssa Bekkai, au siège de l'Agence nationale de la promotion des exportations (Algex). Il a déclaré, à ce propos, que les directeurs régionaux et de wilayas du commerce ont été chargés du suivi de l'élaboration de ce fichier dont le parachèvement est prévu dans six mois, sur la base duquel les marchandises nécessaires indisponibles sur le marché seront définies ainsi que celles disponibles mais avec des quantités insuffisantes. Le ministre a rassuré que son département ministériel est en passe d'instituer une nouvelle application relative à ce fichier, permettant aux directeurs régio-

naux et de wilayas du commerce de transmettre directement les données obtenues à l'administration centrale suivant les opérations d'inventaire et de statistique. Faisant état de l'interdiction de l'importation des viandes rouges réfrigérées et congelées à compter de 2021, le ministre a souligné que l'Algérie dispose d'une production suffisante pour satisfaire la demande du consommateur avec des prix à la portée des citoyens. Il a estimé, en outre, que la facture d'importation des viandes, ayant atteint 213 millions USD en 2019, est inacceptable compte tenu des capacités existantes pour le développement de la production. Dans une déclaration à la presse en marge de cette rencontre, M. Rezig a fait savoir que les courbes d'importation avaient atteint des niveaux

terribles (40 Mds Usd par an), ajoutant que cette facture pèse lourdement sur le Trésor, particulièrement avec le recul important des réserves de change. L'objectif du ministère est de mettre un terme de manière graduelle au déficit de la balance commerciale en réalisant l'équilibre entre les opérations d'exportation et d'importation, a-t-il ajouté. Concernant le mois de ramadhan, M. Rezig a fait savoir qu'un Conseil ministériel restreint consacré à ce sujet avait été organisé récemment, affirmant que son département ministériel œuvre de concert avec les autres secteurs, à l'instar des ministères de l'Agriculture, des Finances et de l'Industrie, ainsi qu'avec les offices et les éleveurs à même de garantir la disponibilité des produits. Quant à la rareté du lait

LA QUESTION DU JOUR

L'Italie forcée d'agir à la chinoise

Suite de la page une

L'Italie se trouve pour l'heure dans ce que les Français appellent la troisième étape, et qu'eux-mêmes s'apprentent à déclarer, vu la rapidité à laquelle le virus s'est mis à se propager chez eux. Il ne serait pas étonnant que ce soit chose faite aujourd'hui. A aucun moment, leurs responsables n'ont donné le sentiment qu'ils pourraient recourir à l'arme du confinement obligatoire. Mais maintenant qu'en Europe un pays, et non des moindres, a sauté le pas, cette éventualité n'est peut-être pas à écarter par eux sans autre forme de procès. Tout dépend à cet égard non pas tant d'ailleurs de la vitesse de l'épidémie, du nombre croissant des contaminés, que du nombre de morts qu'elle laisse sur le carreau. C'est probablement la soudaine hausse de celui-ci qui a achevé de convaincre les autorités italiennes de prendre des mesures draconniennes, à la chinoise, quitte pour cela à subir des critiques et même des railleries. A quelque deux cent morts, on pense différemment que quand on a sur les bras moins de deux dizaines de morts. Ni en France, ni en Allemagne, ni nulle part ailleurs en Europe, le nombre de décès ne s'approche encore de la centaine. Si le nombre de contaminés se mettait à croître de façon exponentielle, mais sans que pour cela celui des morts n'ait tendance à s'aligner sur celui déjà atteint en Italie, les pays européens les plus touchés par l'épidémie voudraient sans doute éviter d'imiter les Chinois. Mais si ce nombre explosait, leurs préventions pourraient bien céder elles aussi. En France, on se consolait de devoir passer de la deuxième à la troisième étape en se disant que du moins les restrictions à la circulation n'auraient plus de raison d'être une fois ce pas franchi. Les Français circuleront aussi librement que l'épidémie. Celle-ci étant là, et bien là, il ne servirait plus à rien en effet de vouloir la contenir quelque part. Ce qui importerait alors, c'est de la combattre, de la prendre par les cornes, en vue de la culbute. Mais ce genre d'images héroïques, c'était avant que l'Italie ne confine du jour au lendemain 15 millions de ses habitants, faisant d'un coup mieux que la Chine.

M. H.

en sachet subventionné, le ministre a mis l'accent sur l'impérative révision de la distribution de la poudre de lait par l'Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (Onil).

Meriem Benchaouia

Sahel

Le président du G5 : «La situation sécuritaire n'est pas bonne»

■ La situation sécuritaire au Sahel est très mauvaise, a affirmé le président mauritanien, président en exercice du G5 Sahel, Mohamed Ould Ghazouani, soulignant qu'elle est aggravée par la présence de menaces au centre de la région.

Par Hassina Ch.

«**C**ette situation sécuritaire suscite les inquiétudes des Etats de la région et épuise les partenaires du Sahel (...) la situation générale au Sahel n'est pas bonne», a-t-il dit, vendredi, lors d'une conférence de presse au palais présidentiel à Nouakchott. «Cela ne signifie pas que le travail n'est pas possible ou qu'on ne peut rien apporter», a-t-il ajouté. Selon le M. Ghazouani, il y a de nombreux défis auxquels sont confrontés les pays du Sahel en particulier dans la région centrale estimant qu'«on ne peut dissocier entre l'interaction avec la menace sécuritaire et la question du développement». «Il est impératif de créer des conditions de développement qui accompagnent l'effort de sécurité», a-t-il insisté précisant qu'il ne faut pas tarder, et ne pas attendre que le vide sécuritaire s'installe. Le président mauritanien a reconnu la difficulté de joindre parallèlement les deux processus (sécurité et développement, ndlr), soulignant la nécessité d'agir. «Il est vrai qu'il est difficile que les deux pro-



cessus cheminent parallèlement, mais malgré cela, il faut agir dans ce sens», a-t-il assuré.

Le climat de violence terroriste fait courir des risques de conflits communautaires

Le climat de violence terroriste fait courir des risques de conflits communautaires au Burkina Faso, au Mali et au Niger, a déclaré samedi soir à

Ouagadougou le président par intérim du Mouvement du peuple pour le progrès (MPP, au pouvoir) Simon Compaoré, lors du troisième congrès du parti, ont rapporté les médias. Pour M. Compaoré, la sécurité au Burkina Faso et particulièrement celle de la bande sahélo-saharienne, interpelle tant par la cruauté que la multiplicité des assauts terroristes contre des cibles militaires et civiles, tandis que le Bureau des Nations unies

pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel estime que le nombre des victimes de telles attaques a été multiplié par cinq en trois ans au Burkina Faso, au Mali et au Niger. «Ce climat de violence terroriste fait courir, si l'on n'y prend garde, des risques graves de conflits communautaires et cause de nombreux mouvements de populations fuyant les zones d'opérations terroristes», a indiqué M. Compaoré dans son discours. «Je voudrais (...) saluer la

mobilisation nationale et internationale à l'endroit des personnes déplacées (...) et leur témoigner l'expression du soutien constant et de la solidarité du MPP». Depuis 2015, le Burkina Faso est la cible d'attaques terroristes qui ont fait des centaines de morts parmi les civils et les éléments des forces de défense et de sécurité, ainsi que des milliers de déplacés. Pour le MPP, compte tenu du caractère tentaculaire et international du phénomène terroriste observé au cours des deux dernières décennies, il convient que la réponse soit appropriée et sans équivoque, parce que «nous estimons que dans la phase actuelle, la coopération militaire internationale revêt toute son importance et requiert le soutien de tous». M. Compaoré a souligné que le «terrorisme apparaît aujourd'hui comme une guerre de 4^e voire de 5^e génération dont l'objectif est la déstabilisation de nos Etats», ajoutant que l'urgence du moment est de parvenir tous ensemble «à contenir, voire à éradiquer cette gangrène dont certains individus malveillants, hors-la-loi, se servent pour tracer de nouvelles routes de la criminalité transfrontalière et des trafics de toute nature dans la bande sahélo-saharienne».

«Cet appel à la solidarité dans l'épreuve se justifie, parce qu'aucun Etat au monde n'est à l'abri de la menace terroriste tant qu'elle ne sera pas anéantie», a dit M. Compaoré, pour qui le principal générateur du terrorisme dans ses manifestations actuelles au Sahel demeure l'effondrement de l'Etat en Libye «causé par la politique solitaire des grandes puissances malgré l'iniquité exprimée par l'Union africaine».

H. Ch./APS

Services de police

Démenti de la DGSN sur l'utilisation de la force contre des manifestants

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a démenti catégoriquement les informations relayées par des sites d'information et sur les réseaux sociaux selon lesquelles la police aurait utilisé, samedi à Alger-Centre, la force contre des manifestants. «La DGSN dément catégoriquement les informations relayées par certains sites d'infor-

mation et sur les réseaux sociaux selon lesquelles les services de la police auraient utilisé la force contre des manifestants», a indiqué dimanche un communiqué de la DGSN. Selon la même source, «après avoir enregistré une marche non autorisée dans une rue à Alger lors de laquelle les manifestants ont occupé la voie publique, ce qui a mené à l'obs-

truction totale du trafic routier et à la fermeture de certains locaux commerciaux, les services de police sont intervenus, conformément aux lois et réglementations en vigueur, pour maintenir l'ordre public, rouvrir la voie à la circulation et rétablir la quiétude parmi les citoyens». Cette opération a permis d'arrêter nombre de participants à cette marche non auto-

risée avant de relâcher, le même jour, la majorité d'entre eux, tandis que le reste des interpellés sera déferé devant la juridiction compétente. «Dans le cadre de ses engagements constitutionnels et soucieuse de la protection des personnes et des biens, la DGSN veillera à la sérénité et la sûreté publiques pour le bien-être du citoyen et du pays». APS

Djelfa

Le parcours et la vie de la défunte militante Meriem Bouchenafa revisités

La vie et le parcours de la militante Meriem Bouchenafa connue pour sa forte personnalité, son combat acharné et pour ses idées et convictions ont été mis en exergue par les intervenants au cours d'une conférence organisée samedi par le musée communal des Scouts de la wilaya de Djelfa dans le cadre d'une série-souvenirs sur les personnalités réputées de la wilaya. La conférence, organisée à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la femme, a été inaugurée par la présentation d'un témoignage vivant du frère de la défunte, Bouchenafa Zine, axé sur la vie de sa sœur qui était un exemple vivant de dévouement et de don de soi. Selon Bouchenafa Zine, sa sœur

Meriem, plus connue sous le nom de «Mimi», naquit le 5 mars 1948 à Djelfa où elle fut scolarisée à un âge précoce dans une école française, avant de rejoindre l'école «El Ikhlas» relevant de l'association des Oulemas musulmans algériens. Elle fut également une élève assidue des classes coraniques où elle a appris le saint Coran et fut nourrie aux hautes valeurs de la religion musulmane. Elle reçut son enseignement de base auprès des meilleurs oulémas et nationalistes de l'association qui l'avaient repéré dès son jeune âge, ce qui lui valut d'être sélectionnée pour lire les discours publics au lendemain de l'indépendance, notamment à l'occasion du cessez-le-feu, le 19 mars

1962, en compagnie de ceux qui avaient fait la gloire de Novembre. En 1965, la défunte Mimi prit part au concours d'entrée à l'Ecole normale de Bouzaréah (Alger). Elle fut reçue haut la main et bénéficia d'une année de formation à l'issue de laquelle elle fut nommée maîtresse à l'école centrale de la ville de Djelfa. Disciplinée et dévouée, l'enseignante contribua à la formation de nombreux élèves, devenus cadres actuellement. La défunte, également artiste dans l'âme, puisqu'elle fut d'une contribution avérée dans la préparation de l'émission télévisuelle nationale «Al Hadika Assahira» (le jardin enchanté), fit la joie et le bonheur des générations d'enfants des années 70 et 80 du

siècle dernier. C'est durant les années 70, toujours selon le même témoignage, que Mimi intégra les rangs du parti du Front de libération nationale (FLN). Militante fidèle et dévouée, elle prit part à l'enrichissement de la Charte nationale en 1976, et fut désignée pour la lecture du rapport de la wilaya de Djelfa devant le défunt président Houari Boumedienne. Elle fut, par la suite, membre de la commission centrale et rapporteuse auprès de la commission de discipline centrale du parti. Elle fut aussi élue à l'assemblée populaire de la wilaya pour deux mandats consécutifs. La défunte Meriem Bouchenafa fut également élue secrétaire de wilaya de l'Union nationale des femmes algé-

riennes, qu'elle présida en 1977. Elle fut également membre à l'Assemblée populaire nationale (APN) chargée de nombreuses missions, au double plan national et étranger. Elle assista notamment à la chute du mur de Berlin et participa à des missions politiques en Egypte, en Jordanie, en Irak, en Libye, en Tunisie et en France. Entre autres missions accomplies par elle, il a été signalé sa présidence de la caravane de solidarité du peuple algérien au profit du peuple irakien durant sa détresse dans les années 90 du siècle dernier, au même titre qu'une autre caravane au profit du peuple palestinien, tout en ayant représenté l'Algérie à diverses manifestations internationales. Hamid C.

Associations et professionnels du secteur

Appel à garantir l'appui à la pêche et l'aquaculture

■ Les représentants des associations de la société civile et les professionnels du secteur de la Pêche et de l'Aquaculture ont insisté, lors d'une rencontre, samedi, avec le ministre du secteur, Sid Ahmed Ferroukhi, sur l'importance de garantir l'appui financier, l'accompagnement technique et scientifique et la formation des professionnels ainsi que la levée des entraves administratives empêchant la concrétisation de leurs projets.

Par Salem K.

Cette réunion, organisée à l'Institut national supérieur de la pêche et de l'aquaculture (INSPA) à Alger, vise à inclure dans la feuille de route du secteur un volet spécifique aux activités de la société civile, à travers le recensement des préoccupations des professionnels des différentes régions du pays, la mobilisation des associations de la société civile dans les activités liées à la pêche et à l'aquaculture et tout ce qui est en relation avec l'environnement marin, continental et saharien.



Certaines associations présentes à cette rencontre ont demandé à la tutelle de leur assurer des sièges sociaux et de garantir aux professionnels du secteur les moyens de travail, l'assurance ainsi que les différents documents qui leur sont indispensables pour exercer pleinement leur métier. A cet effet, le président de l'association «El mostkal» (Avenir) a affirmé que les bateaux de pêche et autres outils de travail ont besoin de maintenance. De son côté, le président de l'association «Seybous» de Annaba a appelé à la création d'abris de pêche artisanale et à

l'intensification des efforts de sensibilisation aux dangers de la pollution de la mer et leurs impacts sur la flore des fonds marins importante pour la biodiversité marine. Le président de l'association «Capitaines de navires» de la commune de Khemisti (Tipasa) a évoqué la souffrance des pêcheurs qui travaillent dans des conditions difficiles, sollicitant le ministre pour la réouverture de l'usine de poisson «Falcon», fermée depuis 20 ans. Les associations ont appelé à accorder davantage d'intérêt aux micro-activités de la pêche et de l'aquaculture, au réaménage-

ment et à la réhabilitation des ports. Des associations de Médéa, Ain Témouchent et Relizane ont mis l'accent sur l'impératif d'améliorer les opérations de commercialisation au niveau des pêcheries modernes et d'interdire la vente anarchique des produits halieutiques. D'autres organismes activant dans l'aquaculture dans le Sud ont souligné la nécessité d'activer les cadres réglementaires en la matière, de créer des usines d'aliments pour les poissons et de matières premières afin d'alléger les coûts d'importation. De même qu'il faudrait songer à for-

mer les jeunes dans cette activité. Quant aux ressources humaines, les participants ont plaidé pour le recensement des professionnels du secteur, notamment les pêcheurs, de s'intéresser aux compétences fraîchement diplômées des instituts, outre la mise en place d'un réseau national pour coordonner les actions de toutes les associations. Les associations de protection du consommateur se sont penchées, quant à elles, sur la question des prix de la sardine, proposant de prévoir une étude afin que ce produit soit à la portée des petites bourses. En réponse aux préoccupations, M. Ferroukhi a fait savoir que ce rendez-vous serait suivi d'autres rencontres pour parvenir à la définition exacte des associations actives dans le domaine et leur implication dans la réalisation des projets. Selon le ministre, le département s'emploie à mobiliser l'ensemble des associations de la société civile concernées, de façon directe ou indirecte, par la formation et l'intégration des jeunes, par l'environnement maritime, les clubs de plongée sous-marine, les clubs de voiles, la pêche de loisir, les associations de bénévolat, ainsi que les associations du consommateur et professionnelles. Le ministre a annoncé un changement de la méthode de travail à travers l'actualisation et la mise en œuvre des politiques publiques ainsi que la recherche de solutions aux problèmes et l'évaluation du secteur en permanence. Il a appelé les spécialistes et les chercheurs à contribuer, à travers ces associations, à la sensibilisation de la société à tout ce qui a trait à l'environnement marin et au développement des programmes pour sa préservation, en se basant sur un travail complémentaire entre les professionnels et la société civile. Selon le ministre, le secteur qui aspire à s'orienter vers la pêche en haute mer doit compter des compétences humaines qualifiées et formées, soutenues par les associations et secteurs concernés, ce qui permettra l'intégration des jeunes au nombre de 5 000 dans les programmes de formation. M. Ferroukhi a indiqué que la coordination avec les autres secteurs pour l'amélioration des conditions de travail au niveau local incombera au secteur, outre l'organisation de visites et de rencontres avec les professionnels pour rechercher les solutions aux problèmes enregistrés. Cette rencontre a vu la présence d'associations de la société civile, de professionnels, de consommateurs, d'associations activant dans le domaine de l'environnement marin et d'associations comprenant des compétences scientifiques ainsi que des étudiants diplômés d'instituts et d'universités à travers toutes les wilayas du pays.

Samia B.

S. K./APS

Conférence nationale à Ghardaïa sur les systèmes énergétiques

La promotion des énergies renouvelables dans la politique énergétique mise en avant

La pertinence de la promotion des énergies renouvelables dans la politique énergétique et environnementale algérienne a été mise en avant, hier à Ghardaïa, lors d'une conférence nationale sur les systèmes énergétiques, environnement plasma et matériaux «SEEM 2020». Initiée par le laboratoire de recherche en matériaux technologiques et système énergétique, et l'environnement, en collaboration avec la Faculté des sciences et technologie de l'Université de Ghardaïa, cette conférence a pour objectif de fournir une plateforme interactive et collaborative pour les chercheurs universitaires et les partenaires industriels, selon les organisateurs. Elle vise également à

échanger le savoir-faire, les connaissances et les nouvelles avancées en matière de matériaux fonctionnels, et de haute technologie pour la production d'énergies renouvelables et propres. L'événement se veut aussi une initiative visant à soutenir les entreprises socio-économiques algériennes en vue de leur donner des solutions concrètes dans leurs problématiques liées à l'énergie renouvelable, les matériaux, la préservation de l'environnement et la lutte contre la pollution. Il a pour but également de rassembler les organismes et les industriels qui souhaitent échanger sur des problématiques se rapportant à la thématique de cette conférence en vue de favoriser des colla-

borations et l'innovation. Des universitaires et chercheurs des universités de Boumerdès, El-Qued, Laghouat, Ouargla et Ghardaïa, ont insisté sur la nécessité de cultiver la notion d'écocitoyenneté et de préconiser des solutions durables pour le développement économique national à travers l'encouragement et la promotion des énergies propres. La nécessité de mettre en place une base de données partagée entre les différents acteurs et un réseau d'échange entre les universités, les industriels, les décideurs et les associations concernées, afin de mettre à profit leurs expériences pour une meilleure optimisation des acquis, a été préconisée à cette occasion. Les parti-

cipants à cette conférence aspirent à l'unification de la vision pour une meilleure contribution au développement des énergies renouvelables, et ont souligné que l'Université algérienne œuvre à accompagner la stratégie nationale, à travers l'orientation des formations et des recherches vers les besoins des acteurs socio-économiques. Au programme de cette conférence, qui a vu la participation de plus d'une centaine de chercheurs et d'universitaires, figurent des exposés sur la thématique des systèmes énergétiques, des matériaux et plasma, l'environnement et les transferts thermiques ainsi que les sources naturelles.

Médéa

Plus de 800 villages considérés comme des «zones d'ombre» recensés

■ Plus de 800 hameaux et villages, considérés comme des «zones d'ombre», nécessitant une «mise à niveau» à même de garantir une amélioration «graduelle» des conditions de vie des habitants de ces villages, ont été recensés à travers les communes de Médéa, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Par Nassima A.

Initié sur instruction du gouvernement, ce recensement, qui concerne l'ensemble du territoire national, vise à «faciliter le traitement et la prise en charge», des insuffisances et des déséquilibres enregistrés au niveau de ces zones d'ombre, a-t-on précisé.

La première phase de ce recensement, entamée au courant du mois de février passé, a permis, selon la même source, le recensement de quelque 828 hameaux et petits villages isolés, ventilés à travers les 64 communes que compte la wilaya de Médéa, ajoutant que la seconde étape de ce travail consiste à l'identification des besoins "urgents" couvrant les différents aspects de la vie quotidienne des citoyens devant être pris en charge localement.

Des commissions de dairas, composées de représentants de différents secteurs, travaillent

actuellement d'arrache-pied afin de lister tous les projets susceptibles d'aider à «corriger» le déséquilibre enregistré au niveau de ces zones, que ce soit dans le domaine de l'habitat rural, l'AEF, l'assainissement, l'agriculture ou l'élevage, a-t-on indiqué.

Un «tableau de bord» détaillé, incluant toutes les zones

d'ombre et les actions à entreprendre en direction des habitants de ces hameaux et villages enclavés, devrait être «finalisé dans les tous prochains jours», a-t-on fait souligner.

N. A.



Azeffoune, Tizi-Ouzou

Création d'un incubateur pour la formation aux métiers de la construction navale

Un incubateur destiné à la formation aux métiers de la construction et réparation navales sera créé prochainement à Azeffoune, à une soixantaine de kilomètres au nord de Tizi-Ouzou, a indiqué le conseiller du ministre de la pêche et des produits halieutiques, Bellami Lamine. Rencontré au niveau du chantier

de construction et de réparation navales de la Sarl Sakomas, en marge de la cérémonie de présentation du prototype du premier bateau algérien destiné à l'exportation, M. Bellami a déclaré : «nous sommes ici pour créer un incubateur pour former nos jeunes aux métiers de la construction et de la réparation navales et nous avons discuté de

ce projet avec le responsable de Sakomas avec qui nous aurons une autre rencontre prochainement». «Le ministère de la pêche et de la production halieutique encourage la formation dans les métiers et l'industrie de la pêche par cet incubateur qui est prévu au niveau du chantier naval d'Azeffoune et nous allons cibler notamment les jeunes porteurs

de projets afin d'encourager la création d'entreprises qui seront spécialisées dans la production de bateaux», a-t-il dit.

La société algéro-coréenne Sakomas (de droit algérien) spécialisée dans la construction de bateaux de pêche en fibre de verre a acquis cette technique de fabrication dans le cadre d'une convention entre cette société et la société sud-coréenne Hyundai, portant sur le transfert du savoir-faire et la formation.

Sakomas a déjà assuré des formations pour des étudiants de l'université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou et a signé en 2017 une convention de formation aux métiers de construction navale avec le CFPA d'Azeffoune et la majorité des stagiaires formés ont été recrutés par cette même société, rappelle-t-on.

F. K./APS

Jijel

Affluence remarquable aux «portes ouvertes» sur la Gendarmerie nationale

Une affluence «remarquable» du public a marqué la manifestation «portes ouvertes» sur la Gendarmerie nationale, lancée samedi à Jijel, au siège du groupement territorial de ce corps sécuritaire. S'exprimant lors de l'allocation inaugurale de cette journée, à laquelle ont pris part les autorités militaires, civiles et judiciaires, le commandant du groupement territorial de la Gendarmerie

nationale, le colonel Tarek Yaâlaoui, a mis en avant le rôle de ce corps constitué dans la préservation de la sécurité des citoyens et de leurs biens. Placée sous le slogan «La Gendarmerie nationale, un bouclier et un cordon de sécurité», cette manifestation consolide la relation entre le peuple et son armée, a-t-on encore assuré. En marge de ces «portes ouvertes» qui devront se poursuivre jusqu'à

aujourd'hui, une cérémonie a été organisée en l'honneur des retraités de ce corps constitué, ainsi que des éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), de la garde communale, en sus de plusieurs enfants aux besoins spécifiques, a-t-on relevé. Cette journée a aussi été marquée par la présentation de diverses missions assurées par les services de la Gendarmerie nationale.

O. Y.

Stade de 40 000 places d'Oran

La nouvelle pelouse sera prête en juin prochain

La pelouse en gazon naturel du stade de 40 000 places, relevant du complexe sportif en cours de réalisation à Oran pour accueillir les matchs de football dès le mois de juin prochain, a appris du responsable de la start-up franco-algérienne «Natural Grass» chargée des travaux. «L'opération de semence a été lancée vendredi pour que la réception finale de la pelouse aura lieu dans trois mois. Ce sont des engagements qu'on a pris avec le maître d'ouvrage et qu'on tient à honorer», a déclaré Farid Bousaâd.

Il s'agit d'une pelouse hybride AirFibr, «une technologie unique de pelouse hybride destinée aux terrains de football et rugby de haut niveau ainsi qu'aux grands stades sportifs», a signalé la même source. Néanmoins, l'opération accuse un retard sensible, alors que l'entreprise en question est installée depuis plus d'une année. Il était d'ailleurs question que l'opération de semence de l'herbe commence en novembre

dernier, mais pour différentes raisons, dont financières, elle a été retardée. «Nous ne sommes pas responsables de ce retard. On faisait face à plusieurs obstacles, notamment d'ordre financier, qui ont influé sur la bonne marche des travaux», a justifié M. Bousaâd, dont l'entreprise a également été chargée de l'entretien de la nouvelle pelouse du stade d'Oran pendant une année, avec la signature d'un contrat final

entre les deux parties.

Rappelant que «Natural Grass» a réalisé les pelouses de plusieurs stades en France (Saint-Etienne, Angers, Lille, Toulouse et Metz entre autres), il a aussi fait savoir que son entreprise a conçu les terrains d'entraînement du Real Madrid (Espagne) et d'Arsenal (Angleterre). Natural Grass, qui a aussi remporté l'appel d'offres inhérent à la réalisation de la

pelouse du nouveau stade de Tizi Ouzou (50. 000 places) en cours de construction, fournira au stade d'Oran quatre pelouses hybrides AirFibr, deux pelouses en gazon naturel et trois pistes d'athlétisme, a précisé son patron. Le stade de football de 40 000 places constitue la première tranche du complexe sportif implanté dans la commune de Bir El-Djir et qui comporte, entre autres, un stade d'athlétisme de

4200 places, une salle omnisports de 6000 places et un centre nautique doté de deux piscines olympiques (une non couverte) et une autre semi-olympique. Cette infrastructure d'envergure sera l'un des principaux équipements sportifs qui accueilleront les compétitions de la 19e édition des Jeux méditerranéens prévus à Oran du 26 juin au 5 juillet 2021, rappelle-t-on.

R.R.

Oran

13^{es} journées maghrébines des sciences des matériaux

L'université d'Oran 1 «Ahmed Benbella» d'Oran abritera, à partir d'aujourd'hui, les 13^{es} journées maghrébines des sciences des matériaux.

Organisée par le laboratoire de physique de couches minces et matériaux pour l'électronique de cette université, la rencontre scientifique de trois jours verra la participation de chercheurs de différentes universités du pays, de Tunisie et du Maroc, outre des spécialistes du Cameroun, du Togo et de France.

La rencontre constituera un espace d'échanges scientifiques de haut niveau sur des travaux de recherche théoriques et pratiques et la présentation des résultats de nouvelles recherches sur les techniques de fabrication de matériaux et des phénomènes physiques et chimiques en mécanique, électronique, magnétisme, optique et autres, a-t-on souligné.

Les participants à cette rencontre aborderont de nombreux sujets liés aux sciences des matériaux traitant, entre autres, des

«matériaux semi-conducteurs organiques et inorganiques», de «produits utilisés en production d'énergie renouvelable», de «simulation et modélisation des propriétés physiques et chimiques des matériaux», de «minéraux et produits isolants d'électricité et magnétiques».

Le programme des 13^{es} journées maghrébines des sciences des matériaux, qui se dérouleront en six ateliers, comporte la présentation de 70 communications.

R. S.

Union maghrébine de scoutisme

Le rôle pivot de l'Algérie dans le renforcement de la stabilité et de la sécurité salué

■ Les participants aux travaux de la réunion de l'Union maghrébine de scoutisme (UMS), clôturés samedi à Alger, ont salué «le rôle pivot» joué par l'Algérie dans l'édification du Maghreb arabe et du renforcement de sa stabilité et sa sécurité.

Par Kamel L.

Les travaux de cette rencontre à laquelle étaient présents des représentants du Parlement (deux chambres), le conseiller du président de la République, des personnalités politiques et des représentants de la société civile, ainsi que des présidents de l'UMS, ont été sanctionnés par plusieurs recommandations ayant salué le rôle pivot joué par l'Algérie, sous la direction clairvoyante du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dans l'édification du Maghreb arabe et le renforcement de sa stabilité et sa sécurité, outre la consolidation de l'intégration maghrébine pour de perspectives prometteuses. Le communiqué final, lu par le Secrétaire général de l'UMS, Rached Kharbachi, a mis en avant l'action majeure que ne cessent d'accomplir, avec excellence, les Scouts musulmans algériens (SMA) en matière de soutien de l'UMS, de ses activités et de ses initiatives, en sus de la promotion de l'échange entre les groupes scouts maghrébins notamment d'informations, du

renforcement de la communication et de l'établissement de jumelages entre les structures des associations nationales. Selon le communiqué, il a été recommandé de jeter des ponts et de coordonner l'action au sein de l'UMS, de veiller à la bonne préparation du 7^e congrès, prévu juin prochain au Maroc, et de soutenir les commandants notamment les jeunes au sein de tous les mouvements scouts internationaux. Les participants ont, par ailleurs, plaidé pour la mise en œuvre des recommandations de la réunion des présidents d'associations scoutistes, tenue au Koweït, en prévision du Congrès scout mondial prévu en Egypte. De même qu'ils ont mis en avant l'impérative conjugaison des efforts afin de mener à bien les activités prévues au Maghreb arabe à l'instar de la 6^e rencontre des Cadets, prévue juin prochain en Algérie, la rencontre des Randonneurs arabes, attendue en août prochain en Tunisie, ou encore la session arabe de qualification des commandants en matière d'intégration, en juin prochain au Maroc. Le Commandant général des Scouts musulmans algériens



(SMA), Abderrahmane Hamzaoui, avait rappelé, dans une allocution au début des travaux, les objectifs de la réunion à l'instar de la consolidation de l'UMS, des liens de fraternité et de la coopération entre les adhérents au mouvement scout dans les pays maghrébins. Le

Commandant général des scouts tunisiens, Wahid Labidi, le président de l'UMS, Faraj Ben Salim El Qamati, le directeur exécutif à la Fédération nationale de scoutisme marocain, Karim Turki Mohcine ainsi que le président du Comité de solidarité avec le peuple libyen, ont salué le rôle

actif de l'Algérie dans la consolidation du mouvement scout, affirmant que l'Algérie «demeurera une locomotive pour les pays maghrébins, à même de booster le scoutisme, compte tenu des dénominateurs communs reliant les peuples de la région».

K. L.

Industrie en Tunisie Production en berne et le textile poursuit sa dégringolade en 2019

Après les chiffres du secteur immobilier, l'Institut national des statistiques (INS) a rendu public ses données sur la production industrielle en Tunisie. En décembre 2019, celle-ci a augmenté de 1,2 point et ce, en raison de la hausse constatée au niveau de la production du secteur de l'agroalimentaire : +20,9 points. Une performance rendue possible grâce à la hausse de la production de l'huile d'olive.

11,6 points pour le textile

Les industries chimiques ont elles aussi profité de cette tendance haussière. Selon l'INS, la hausse est de l'ordre de 13,2 points. On compte +9,4 points pour l'industrie des matériaux de construction céramique et verre. Celui des mines a su tirer son épingle du jeu puisque la production a bondi de 73,4 points en décembre 2019. Cette performance s'explique par l'augmentation de la production du phosphate brut : 343 900 tonnes en décembre 2019 contre 131 700 tonnes en décembre 2018.

Côté baisse, l'INS évoque le secteur de l'industrie du textile qui poursuit, au fil des mois, sa dégringolade : -11,6 points. Il y a aussi, les industries mécaniques et électriques (-4,3 points),

l'énergie (-10,4 points), le raffinage du pétrole (-8,5 points) et l'industrie du bois (-4,4 points).

Un bilan annuel mitigé

Sur toute l'année 2019, l'industrie a enregistré une baisse de 3,1 points par rapport à 2018. Et pour cause : la diminution de la production du secteur de l'énergie (-7,8 points). On parle aussi du secteur des industries mécaniques et électriques (-2 points), du textile (-3,5 points) et du raffinage du pétrole (-62,8 points) – à cause de la suspension des activités de la Société tunisienne des industries de raffinage de pétrole depuis février 2019 -. D'autre part, une hausse a été constatée au niveau de la

production de l'industrie chimique (+2,8 points), de l'industrie des matériaux de construction céramique et verre (+1,3 point), du secteur de production et de distribution d'électricité et d'eau (+4,4 points) et du secteur des mines (+18,8 points). Ce dernier a été boosté par la production du phosphate brut qui a atteint, en 2019, 4,1 millions de tonnes, soit presque le double du score de 2018 : 2,8 millions de tonnes.

La baisse de l'inflation se poursuit en février 2020

En février 2020, le taux d'inflation a atteint 5,8 %, contre 5,9 % en janvier 2020 et 6,1 % en

décembre 2019. En février 2019, il était de 7,3 %. L'Institut explique cette baisse par la décélération du rythme des augmentations des prix des produits alimentaires. En février 2020, cette augmentation s'est chiffrée à 3,7 % contre 4,4 % en janvier 2020. La hausse des prix de l'alimentation s'explique, selon l'INS, par celle qu'ont connus les fruits (12,8 points), les poissons (6,2 points), les fromages et œufs (+4,9 points) et les viandes (4,6 points). La seule baisse a été constatée pour l'huile d'olive (-13,9 points). Concernant les produits manufacturés, l'INS note qu'une hausse de 7,6 % a été constatée en février 2020, et ce, pour plusieurs raisons. Il y a, tout d'abord, la hausse des prix

des produits d'entretien courant du foyer (9,7 points) et des matériaux de construction (7,7 points). Pour les services, la hausse générale est de 5,3 points sur un an : 8,8 points pour les services de santé et 5,7 points pour les loyers. Pour sa part, l'inflation sous-jacente (hors produits alimentaires et énergie) a atteint 6,9 % contre 6,8 % en janvier 2020. Concernant les prix des produits libres, l'INS précise que l'augmentation est de l'ordre de 5,8 points. On compte, par ailleurs, une hausse de 4,2 % pour les produits alimentaires libres contre 1,4 % pour les produits administrés.

Sabiha O./Agence

Mauritanie

Un milliard d'ouguiyas du Koweït pour la construction de la route Nema-Nbeikite Lahouach

La Mauritanie et le Fonds koweïtien de développement économique arabe (FKDEA) ont signé un accord de prêt à hauteur de 10 000 000 de dinars koweïtiens, soit l'équivalent d'un milliard deux cents millions d'ouguiyas pour la construction d'une route reliant Nema-Nbeikite Lahouach. L'accord a été signé à Nouakchott par Abdel Aziz Ould Dah, ministre mauritanien de l'Économie et de l'Industrie, et du côté du Fonds koweïtien

Marwane Abdallah El Ghanem, Conseiller du président du Fonds koweïtien chargé des opérations. Le projet vise à faciliter la circulation des marchandises sur la liaison reliant Nema-Nbeikite Lahouach pour une longueur de 150 kilomètres et une largeur de 6 mètres ainsi que des accotements latéraux pavés d'une largeur de 1,5 mètre de chaque côté. Ould Dah indique que ce projet s'inscrit dans le cadre des politiques de l'Etat visant à

relier toutes les villes et villages du pays de manière à contribuer au développement économique et social dans les zones bénéficiaires. Et d'ajouter l'importance économique, sociale et sécuritaire du projet et son impact positif sur les échanges commerciaux et les investissements ainsi que sur la création d'emplois.

R. M.



Somalie

Nouvelle guerre sans fin du Pentagone

■ Le Pentagone annonce quasi quotidiennement de nouvelles frappes contre les islamistes shebab en Somalie, sans paraître affecter la capacité de ce groupe affilié à Al-Qaïda à déstabiliser le pays, dans ce qui apparaît une nouvelle «guerre sans fin» pour les États-Unis.

Par Rosa C.

A lors que Washington envisage de réduire sa présence en Afrique pour recentrer ses efforts vers les concurrents stratégiques des États-Unis – la Chine et la Russie – aux dépens de l'aide à l'opération antijihadiste dirigée par la France au Sahel, la guerre d'usure contre les shebab ne semble pas remise en question. «Les shebab sont l'une des menaces les plus sérieuses du continent. Ils aspirent à attaquer notre pays», a récemment souligné le général Roger Cloutier, commandant des forces terrestres américaines en Afrique. «Le danger qu'ils représentent doit être pris très très au sérieux», a-t-il ajouté au cours d'une conférence téléphonique

au Pentagone. «C'est pourquoi nous nous focalisons sur eux».

Vendredi encore, le commandement américain pour l'Afrique (Africom) a annoncé dans un communiqué avoir mené une frappe aux alentours de Qunyo Barrow, dans le sud de la Somalie, tuant un combattant shebab. C'était la vingtième frappe de l'armée américaine contre les shebab en Somalie depuis le début de l'année, après 64 en 2019 et 43 en 2018, selon les décomptes du centre de réflexion New America. «C'est ce qu'on appelle "tondre la pelouse"», expliquait récemment le ministre américain de la Défense, Mark Esper, interrogé sur les frappes aériennes que les États-Unis mènent contre les groupes jihadistes en Libye et en

Somalie. «Et ça veut dire que de temps en temps, il faut faire ce genre de choses pour garder un certain contrôle et éviter que ça ne ressurgisse», ajoutait-il. On estime que les shebab comptent actuellement 5 000 à 9 000 combattants, et si les États-Unis s'en tiennent à leur logique, à raison d'un ou deux combattants éliminés chaque jour, il leur faudra au moins 13 ans pour en venir à bout. Une nouvelle «guerre sans fin», de celles honnies par le président Donald Trump. Dans le premier rapport public sur l'opération militaire américaine en Somalie, publié en février, l'inspecteur général du ministère de la Défense Glenn Fine rappelait que la mission confiée à l'Africom est officiellement d'avoir d'ici à 2021 «suffisamment diminué les shebab, le groupe État islamique en Somalie et les autres groupes extrémistes d'Afrique de l'Est pour qu'ils ne puissent plus nuire aux intérêts des États-Unis». Or, «malgré des frappes américaines continues et l'assistance américaine aux forces africaines partenaires, les shebab apparaissent comme une menace croissante qui aspire à frapper le sol américain», ajoutait le bureau de l'inspecteur général, un organisme indépendant du Pentagone.

De fait, des shebab ont attaqué le 5 janvier une base militaire américano-kényane à Lamu, dans le sud-est du Kenya, près de la frontière avec la Somalie, tuant trois Américains. Et le 28 décembre, ils ont mené l'une des opérations les plus meurtrières



PH. D. R.

de la décennie en Somalie, l'explosion d'un véhicule piégé dans la capitale Mogadiscio, qui a fait 81 morts. Les élus américains s'inquiètent du manque de résultats tangibles dans cette guerre discrète, menée par drones interposés, avec une petite force de soldats d'élite sur le terrain. Interrogé fin janvier sur l'apparence futile de ces frappes quasi-quotidiennes, le commandant de l'Africom, le général Stephen Townsend, a défendu la stratégie américaine. «Je ne pense pas que ce soit futile», a-t-il assuré. «Nous cherchons à réduire leurs capacités». Pour Catherine Besteman, du Watson Institute, un centre de recherche qui calcule chaque année le coût des guerres américaines, «les interventions militaires en Somalie n'ont pas amélioré la situation,

elles ont renforcé le contrôle des shebab sur la population». Les shebab bénéficient selon elle de l'économie de guerre en rackettant la population et en extorquant les fonds issus de l'assistance internationale. En outre, d'après Amnesty International, les frappes de Washington font des victimes civiles, même si l'armée américaine affirme le contraire. Dans un rapport publié l'an dernier, Amnesty avait accusé l'armée américaine d'avoir fait des victimes collatérales, voire frappé indistinctement civils et shebab, tuant des fermiers, des ouvriers et même des enfants. A l'issue d'une enquête interne, l'armée américaine avait admis sa responsabilité dans la mort d'une femme et d'un enfant en Somalie.

R. C.



Commentaire

Report

Par Fouzia Mahmoudi

Lors de la campagne des élections présidentielles françaises de 2017, En Marche !, mouvement politique créé par Emmanuel Macron, avait attiré des dizaines de cadres du Parti socialiste. Plusieurs ministres de François Hollande avaient même déserté le gouvernement pour apporter leur soutien à leur ancien collègue, l'ex-ministre de l'Économie, devenu candidat dans la course à l'Élysée. En Marche ! avait alors été accusé de n'être qu'un PS bis n'apportant rien de neuf au paysage politique. Pourtant, après sa victoire, c'est vers la droite que s'est tourné le jeune président élu pour former son gouvernement, créant une crise profonde au sein de Les Républicains, comme il l'avait fait quelques mois auparavant au sein du PS. Aujourd'hui, La République En Marche semble une fois encore sur le point de pencher vers la droite alors que la candidate LREM à l'élection municipale de Paris, Agnès Buzin, a assuré qu'elle ne fera «pas d'alliances de partis» au second tour du scrutin tout en ouvrant la porte à «des discussions par arrondissement». «Je le dis. Il n'y aura aucune alliance de partis, aucune alliance. Il y aura, par arrondissement, des discussions sur ceux qui veulent me rejoindre sur un projet», a affirmé l'ex-ministre de la Santé, interrogée sur une éventuelle alliance avec la candidate Les Républicains, Rachida Dati. «Il y aura une majorité de projets, mais pas au niveau des partis politiques. Je pense que les Parisiennes et les Parisiens en ont marre de ces clivages droite-gauche. Gérer la ville de Paris n'est pas être socialiste ou LR», a-t-elle déclaré, ajoutant vouloir proposer «une voie centrale». Elle a une nouvelle fois souligné connaître «de longue date» le candidat Cédric Villani, exclu il y a quelques semaines du parti présidentiel. «Nous nous apprécions beaucoup», a-t-elle ajouté. Après l'échec de tentatives de fusion des listes Villani et Buzin avant le premier tour, l'ex-ministre a plusieurs fois dit être en relation avec le candidat ex-LREM auquel la maire sortante socialiste Anne Hidalgo a également fait des appels du pied. Selon un dernier sondage, Anne Hidalgo reste en tête avec 25 % d'intentions de vote au premier tour du 15 mars, mais est talonnée par la liste de Rachida Dati (24 %), en progression de 4 points. Le duo de tête creuse l'écart avec la liste LREM d'Agnès Buzin, stable à 19 % depuis une précédente enquête, il y a deux semaines. En perte de vitesse, la liste EELV de David Belliard est créditée de 12 % (-1) et celle de Cédric Villani (ex-LREM) de 7 % (-2). Mais pour le moment, malgré l'attitude de l'ancienne ministre de la Santé, c'est bien elle qui a besoin de l'aide Dati et non l'inverse, car si elle a réussi à gagner plusieurs points supplémentaires par rapport à l'ancien candidat LREM, Benjamin Griveaux, qu'elle a remplacé au pied levé, elle reste bien derrière ces deux adversaires. Reste à savoir si Dati, elle, est ouverte à des coopérations avec Buzin ou si elle préférerait continuer sa campagne comme elle l'a fait jusqu'à aujourd'hui, passant de la candidate moquée à celle qui talonne de très près Hidalgo dans les sondages et qui pourrait d'ici le 15 mars réussir à vaincre l'actuelle maire de Paris. L'aide de Buzin pourrait toutefois être nécessaire au second tour où un report des voix de la candidate LREM pourrait changer la donne et offrir la victoire à Rachida Dati, qui pourrait alors devenir la première femme de droite à occuper ce poste.

F. M.

Birmanie

Une mer de meth, saisie record de drogues par l'armée

Des centaines de sacs d'héroïne et méthamphétamine disposés en rangées interminables à la zone frontalière birmane, c'est la saisie record, d'une valeur de 100 millions de dollars, annoncée par l'armée birmane dans le célèbre «Triangle d'Or» au coeur de l'Asie du Sud-Est.

«C'est la plus grosse saisie de l'année», a déclaré vendredi le général Tun Tun Nyi, porte-parole du bureau du commandant en chef, lors d'une visite ouverte à la presse de cette zone en proie à des conflits ethniques et intercommunautaires alimentés par l'argent de la drogue. Ce coup de filet, dans l'une des plus importantes régions productrices de stupéfiants, a mis fin à l'activité illicite de trois grands laboratoires cette semaine et permis de confisquer 43 millions de comprimés de méthamphétamine. «Nos soldats sont dans les zones de la forêt que la police ne peut pas atteindre», a ajouté le général. Des quantités record de drogue continuent d'être produites dans ces zones forestières où groupes rebelles

et réseaux criminels font la loi. Ils en tirent des milliards de dollars chaque année. L'État de Shan, au coeur du Triangle d'Or, zone terrestre escarpée qui sépare la Birmanie, le Laos, la Chine et la Thaïlande, est une plaque tournante du trafic de méthamphétamines, expédiées de là vers le reste de l'Asie du Sud-Est via la Thaïlande, au nord vers la Chine et à l'ouest par le Bangladesh. Les opérations militaires autour de la zone de Kutkai, dans l'État de Shan, ont permis de retrouver des laboratoires d'où sortent des millions de pilules «yaba» (comprimé de méthamphétamine à teneur réduite en caféine), de l'héroïne ainsi que des cristaux de meth, drogue plus connue sous le nom de «Ice» (glace en anglais). Le prix du «yaba» – la drogue de prédilection en Asie du sud – triple lors de son exportation en Thaïlande et Malaisie. La «glace» (Ice) made-in-Birmanie peut monter jusqu'à 150 dollars le kilo au moment de sa revente dans les rues d'Australie. «Cette zone est très dangereuse», a expliqué à l'AFP un haut responsable de la lutte

antidrogue sous couvert d'anonymat. Il ajoute que «la population locale est innocente, mais certains hommes d'affaires et groupes armés ethniques profitent de cette région pour produire des drogues».

L'argent de la drogue alimente les conflits que se livrent depuis des décennies d'une part l'armée et les guérillas et d'autre part les groupes rebelles entre eux, chacun essayant de s'approprier un maximum de terres et de ressources naturelles, nombreuses dans cette région.

En juillet 2019, dans la même zone, les forces de sécurité qui menaient un raid contre les laboratoires de drogues tenus par des rebelles ont été repoussées par des tirs d'«artillerie lourde».

L'endiguement de ce déluge de production de drogues dans ces zones hors de contrôle met sous pression la Birmanie. Ce trafic de produits stupéfiants a submergé les efforts de contrôle de la police régionale, tout en causant corruption et blanchiment d'argent. Cette cascade de drogue entraîne également des crises d'addiction.

Musée d'art moderne d'Oran

Les défis de la femme présentés en couleurs

■ Cinquante-cinq œuvres artistiques entre peinture, photos et montages vidéo de différents styles, techniques et tendances artistiques, sont exposées depuis samedi au Musée d'art moderne d'Oran (MAMO). C'est dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la femme que cette exposition intitulée «La femme au défi» aborde, avec une touche artistique, les défis, les ambitions, les espoirs et les contributions de la femme dans la société.

Par Abla Selles

La célébration de la Journée internationale de la femme prend plusieurs faces mettant en valeur la richesse culturelle de notre pays ainsi que la créativité de nos artistes. A l'instar des activités annoncées dans les différentes villes du pays, une exposition organisée au Musée d'art moderne d'Oran (MAMO) a attiré un public nombreux lors du vernissage. Cette exposition d'art plastique, ouverte samedi en présence des passionnés d'art et d'artistes, se veut une occasion pour saluer les femmes créatives tout en rendant hommage à la femme algérienne ayant contribué au développement et à l'épanouissement de ce pays.

Intitulée «La femme au défi», cette exposition qui regroupe cinquante-cinq artistes peintres dont des femmes, a permis aux plasticiens hommes de rendre hommage aux femmes algériennes et mettre en exergue leurs différents défis dans la société, a souligné la responsable du musée.

Les cimaises du MAMO sont décorées avec plus de 190

œuvres d'art entre peinture, photos et montages vidéo de différents styles, techniques et tendances artistiques, abordant avec une touche artistique les défis, les ambitions, les espoirs et les contributions de la femme à la société, a ajouté Khadija Benhawa.

La caractéristique de cette exposition, qui se poursuit jusqu'au 25 avril prochain, est de présenter au public des œuvres anciennes et nouvelles signées par des artistes professionnels et amateurs, en majorité originaires de la capitale de l'Ouest algérien et dont le plus jeune peintre est âgé d'à peine 16 ans, a-t-on fait savoir.

Cet événement culturel, organisé par le Musée d'art moderne d'Oran, constitue également une opportunité pour les artistes femmes de présenter des collections de leur expérience artistique appartenant à différents genres artistiques, en relevant le défi de développer l'art plastique en Algérie sur les traces d'anciennes artistes peintres qui ont fait la gloire du langage des couleurs avec leurs pinceaux.

D'autre part et dans le cadre de la Journée internationale de la



femme, le programme de l'Office national de la culture et de l'information (ONCI) comprend une exposition de femmes d'arts plastiques à la salle de cinéma «El Maghreb», une soirée artistique animée par Cheb Amin 31

et le groupe des Meddahate de l'association chargée des mariages, un défilé de mode organisé par l'association nationale «Wissam» pour la culture et les arts et un spectacle d'humour du duo «Fordja» de Louiza et

Djamel.

Ces festivités ont été organisées par la direction de la culture et la maison de la culture Zeddour-Brahim-Belkacem d'Oran. A. S.

Avant-première de «L'odyssée de Ouardia»

Les souffrances de l'Algérie sur grand écran

La nouvelle production «L'odyssée de Ouardia», du réalisateur Mohamed Houidek, a été projetée en avant-première, samedi à la cinémathèque d'Oran, à l'occasion de la Journée mondiale de la femme, en présence du réalisateur et des acteurs.

Ce film, dans un style d'opérette, dont le scénario est écrit par le réalisateur, retrace la vie des Algériens, leurs souffrances face aux affres du colonialisme et leur lutte pour le recouvrement de l'indépendance du pays, à travers l'histoire d'une famille vivant dans un

petit village du nord algérien. L'œuvre traite des divisions au sein de cette famille, des querelles de ses membres, de la trahison des uns et des déceptions des autres et notamment des épreuves vécues par Ouardia. Les rôles sont campés par Souhila Fellah, Belmehdi Mohamed et Hocine Benabdallah.

«Nos parents et grands-parents ont beaucoup souffert à l'époque coloniale et ont vécu dans l'extrême pauvreté», a souligné le réalisateur lors des débats, déclarant qu'«il faut

que la jeune génération voie ce que leurs grands-parents ont vécu afin qu'ils mettent la main dans la main pour construire cette Algérie, symbolisée dans cette opérette par Ouardia». Mohamed Houidek a ajouté, d'autre part : «Nous avons réalisé cette production avec nos modestes moyens et les acteurs ont beaucoup participé, car nous n'avons reçu aucune aide dans la production de ce film», faisant observer que cette production allie le théâtre, le cinéma et le documentaire. F. H.

Tiaret

Romaïssa Daoud sacrée Miss de l'excellence culturelle et créative

La jeune Romaïssa Daoud a été sacrée, samedi à Tiaret, Miss de l'excellence culturelle et créative, au concours organisé par la maison de la culture «Ali-Maachi» en collaboration avec l'équipe «Ouifok Tamayouz» de l'université «Ibn Khaldoun» de Tiaret, a-t-on appris du jury.

La lauréate a décroché ce titre du concours ayant mis en lice six candidates pour le projet

«Patrimoine urbanistique khaldounien», devant la dauphine Naima Insaf pour le projet «Investissement dans l'éducation des générations», puis Bouchra Rabah pour le projet «Tadikia» (nom local pour la charité entre voisins). Les deux dauphines ont été choisies sur la base de vote du public et l'évaluation du jury composé des professeurs Moussa Benaouda et Mokhtaria

Meknes de l'Université de Tiaret et Abed Fatima, membre du mouvement associatif.

A noter que 14 sur 30 candidates parmi les étudiantes ont été retenues au tour de sélection du concours «Reine de l'excellence culturelle et créative», qui s'inscrit dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la femme et qui vise à découvrir les talents intellec-

tuels, culturels et littéraires et la capacité d'exprimer des idées de manière distincte et de fournir des arguments convaincants. Le programme artistique pour célébrer la Journée internationale de la femme à Tiaret comporte également une représentation de la pièce «Parfum de vie», écrite et mise en scène par l'artiste Nadia Sahnoun. M. K.

Clôture du cycle «La femme au cinéma»

Des activités variées au bonheur des cinéphiles

À l'occasion de la Journée internationale des droits de la femme, la Cinémathèque algérienne (Alger-Centre), a mis en place un cycle nommé «La femme au cinéma» et ce, du 1^{er} au 8 mars.

Des films réalisés dans leur grande majorité par des femmes et/ou traitant des femmes étaient projetés du 1^{er} au 8 mars à la

Cinémathèque algérienne (Alger-Centre). «Nouba des femmes du mont chenoua» d'Assia Djebar, en version numérisée, ainsi que «Cinéma algérien, un nouveau souffle» de Mounia Meddour étaient ainsi au programme.

«Elles», un documentaire de 1966 où des jeunes lycéennes se sont interrogées sur

l'avenir de l'Algérie a été également projeté aux côtés de «Rachida» de Yamina Bachir Chouikh.

La fin du cycle «La femme au cinéma» était marquée par une rencontre organisée par le réseau Wassila. Une rencontre suivie d'un débat avec des réalisatrices algériennes à eu lieu hier. R. C.

AGEND'ART

Galerie d'art de l'hôtel Sofitel (El-Hamma, Alger)
Jusqu'au 13 mars :

Exposition collective de peinture par les artistes de l'atelier Mira Naporowska (25 artistes peintres femmes).

Galerie d'art Le Paon (Centre des arts de Riadh El-Feth)

Jusqu'au 15 mars :

Exposition collective de peinture «Lumières d'Algérie», avec les artistes Mayuka Wakai (Japon), Moncef Guita, Abdelhadi Talbi, Hachemi Ameur, Djazia Cherrih, Mejda Ben, Ahmed Chihabi, Ilyes Belkaïd, Sofiane Dey, Amel Dekar, Salah-Eddine Lalaoui, Nouicer Nedjm, Zoulikha Rediza et Ahmed Zerib.

Galerie d'art de l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih
Jusqu'au 10 mars :

Exposition «Inspiration» de l'artiste-peintre Fatma-Zohra Bouaouni.

Galerie d'art Isma de Riadh El-feth (El-Madania, Alger)

Du 7 au 9 mars à partir de 14h :

A l'occasion de la Journée internationale de la femme, rencontre culturelle «Monde émergent du féminin-pluriel», organisée par la Fondation Zaphira-Yacef en partenariat avec l'Oref, la librairie La Renaissance et le magazine LivresQ.

Galerie Ifru Design (139, Bd Krim-Belkacem, Téliemly, Alger)

Jusqu'au 11 mars : Exposition «Corpo» de l'artiste-peintre Mouni Benkhodja.



Farid Melouli (manager de l'ESS)
«L'objectif a été atteint avec le maintien»

LE MANAGER général de l'Entente Sportive de Sétif, Farid Melouli, a assuré samedi que le club a «atteint son principal objectif» en assurant officiellement son maintien en Ligue 1, grâce notamment à sa dernière victoire en déplacement chez l'US Biskra (2-0), ajoutant que «tout ce qui viendra désormais sera du bonus». «Cette victoire porte à 36 points le capital du club et donc on peut se targuer d'avoir définitivement assuré notre maintien en Ligue 1. C'était-là notre principal objectif après la situation catastrophique par laquelle était passé le club en début de saison. Tout ce qui viendra désormais sera du bonus», a indiqué Melouli. L'Aigle noir disputera ainsi ses neuf dernières journées de championnat sans la moindre pression, lui qui avait failli se retirer de la compétition en début de saison, étouffé par une crise

sans précédent. Quoique, avec la conjugaison des efforts de ses fans, des autorités locales et des anciens joueurs, les choses ont fini par rentrer progressivement dans l'ordre. «Le mérite revient essentiellement au Bureau directeur, à sa tête El Aïd Khaber, qui a accepté d'assumer une mission quasi impossible, et de réussir en seulement 45 jours à remettre le club sur les bons rails», a tenu à ajouter Melouli. Une réussite qui était loin d'être évidente, surtout après le départ de plusieurs joueurs-cadres, sans oublier l'affaire de l'international malgache Ibrahim Amada, qui avait sérieusement secoué le club. Les supporters de l'ESS nourrissent désormais l'espoir de voir les poullains de Nabil Kouki reproduire le doublé (Coupe/Championnat, comme ce fut le cas pendant la saison 2011-2012, avec le capitaine Abdelmoumène Djabou.

Ligue 1 (21^e journée)
Le CRB neutralisé à Chlef, le NAHD reprend espoir

■ Pas de grands changements lors de cette 21^e journée de la Ligue 1 ce week-end, avec le CRB qui reste toujours aux commandes malgré sa contre-performance et son nul face à l'ASO Chlef (2/2).



Les Belouizdadis ne lâchent pas prise

Par Mahfoud M.

De son côté, le NA Hussein-Dey bénéficie d'une bouffée d'oxygène, à la faveur de sa victoire devant le CS Constantine, et la défaite à domicile de ses deux compagnons d'infortune, le NC Magra et de l'US Biskra. Le CRB est donc sorti indemne du guépier de Chlef, en ramenant un précieux point au terme d'un match prolifique en buts (4). Les hommes de Frank Dumas, menés à la pause (1-0), ont renversé la vapeur en 2^e période en l'espace

de 5 minutes, avant de concéder le but égalisateur quelques minutes plus tard. Ce nul leur permet de compter 4 longueurs d'avance sur l'actuel poursuivant immédiat, l'ES Sétif, en attendant le déroulement du match en retard entre le MC Alger et le Paradou AC. Ce dernier a également décroché un précieux point lors du derby algérois face à l'USM Alger. Cette dernière croyait obtenir la victoire suite au but de Zouari (82'), mais c'était sans compter sur l'efficacité du buteur attiré des «Pacistes», Bouzouk, qui a arraché le nul (90'+5) et qui laisse les deux clubs sur leur classement initial (9' - 26 points). L'autre derby de l'Ouest, entre le MC Oran et la JS Saoura, s'est terminé sur un score de parité (1-1), laissant les deux formations sur leur faim, en occupant conjointement la 6^e place avec un total de 30 points, alors qu'elles espéraient se rapprocher davantage du podium. La meilleure opération de la journée est à mettre à l'actif du NA Hussein-Dey qui a décroché une importante victoire devant le CS Constantine (1-0), qui met fin à une longue série noire. Ces

trois points ont permis aux «Sang et Or» de rejoindre le NC Magra à la 15^e place (19 pts) et de se mettre dans le sillage de l'US Biskra (14' - 21 pts). Le NCM a raté l'occasion de se mettre à l'abri en chutant à domicile devant le voisin l'AS Ain M'ilia. Un but venu sur le tard (86') a mis K.O., les locaux qui n'ont pas confirmé le nul décroché en déplacement contre le CSC (1-1) la semaine dernière. Cette 19^e journée avait débuté jeudi et a permis à l'ES Sétif et la JS Kabylie, vainqueurs respectifs de l'US Biskra et de l'USM Bel-Abbès sur le même score (2-0), de s'installer sur le podium, poussant l'ex-dauphin le MC Alger étrillé à Bordj Bou Arreridj (3-0) à la 4^e place. Sétifiens et Kabyles ont bien préparé leur big match de la 22^e journée dimanche prochain (15 mars).

M. M.

| | Pts | J |
|------------|-----|----|
| 1). CRB | 40 | 21 |
| 2). ESS | 36 | 21 |
| 3). JSK | 35 | 21 |
| 4). MCA | 34 | 20 |
| 5). CSC | 31 | 21 |
| 6). MCO | 30 | 21 |
| -). JSS | 30 | 21 |
| 8). ASAM | 29 | 21 |
| 9). USMBA | 26 | 21 |
| -). PAC | 26 | 20 |
| -). USMA | 26 | 21 |
| 12). CABBA | 25 | 21 |
| -). ASOC | 25 | 21 |
| 14). USB | 21 | 21 |
| 15). NCM | 19 | 21 |
| -). NAHD | 19 | 21 |

Résultats et classement :

Jeudi 5 mars :

USB- ESS 0-2
 CABBA- MCA 3-0
 JSK-USMBA 2-0

Samedi 7 mars :

NAHD - CSC 1-0
 NCM-ASAM 0-1
 MCO- JSS 1-1
 P AC -USMA 1-1
 ASO- CRB 2-2

JO-2020 / Tir sportif

Houda Chaabi se qualifie pour Tokyo

L'ALGÉRIENNE Houda Chaabi (tir sportif, épreuve de pistolet à 10m air comprimé) a profité de l'exclusion pour dopage de la championne d'Afrique, l'Egyptienne Shima Hashad, pour décrocher son billet aux Jeux olympiques 2020 prévus à Tokyo (Japon). Dans une correspondance datée du 5 mars et adressée à la Fédération algérienne, la Fédération internationale de tir sportif a annoncé la disqualification de Shima Hashad et son remplacement par l'Algérienne Houda Chaabi. Avec cette annonce, le nombre des Algériens qualifiés jusqu'à maintenant aux JO-2020 s'élève désormais à 21 athlètes. Il s'agit des boxeurs Mohamed Houmri (81 kg), Chouaib Bouloudinat (+91 kg), Mohamed Fliissi (52 kg), Younes Nemouchi (75 kg), Abdelhafid Benchebla (91 kg), Romaïssa Boualem (51 kg) et Imane Khelif (60 kg), des coureurs Taoufik Makhloufi (800 et

1500m), Abdelmalik Lahoulou (400m haies) et Bilal Tabti (3000m steeple) ainsi que du nageur Oussama Sahnoun (50 et 100m nage libre). En cyclisme, l'Algérie a obtenu trois billets qualificatifs, deux pour la course sur route et un autre pour le contre-la-montre. Les places n'étant pas nominatives, les coureurs qualifiés seront connus avant le début des Olympiades. En sports aquatiques, les véliplanhistes Hamza Bouras et Amina Berichi (spécialité RSX) ont composé leur billet pour Tokyo, de même que les rameurs Sid-Ali Boudina et Kamel Aït-Daoud en aviron (2000m skiff, deux de couple poids légers). En canoë, l'Algérie sera également présente avec Amina Kheris dans l'épreuve du 200m K1. Le dernier Algérien à avoir décroché son billet pour Tokyo est le pongiste Larbi Bouriyah.

Ligue 2 algérienne (22^e journée)

L'OM reste aux commandes

La JSM Skikda a réussi une des meilleures opérations de la 22^e journée de la Ligue 2 algérienne de football, en s'emparant seule de la place de dauphin, après sa courte mais précieuse victoire contre l'ASM Oran (1-0), au moment où l'Olympique de Médéa a conservé le leadership, malgré une victoire laborieuse à domicile contre le RC Arbaâ (1-0). Les Bleu et Blanc ont en effet tenu la dragée haute au leader jusqu'à la 70', avant de s'incliner devant Khalfallah, qui a permis à l'OM de conserver sa première place, avec 42 points, soit avec trois longueurs d'avance sur le nouveau dauphin, la JSMS, qui s'en est remise encore une fois à son buteur-maison Kheireddine Merzougui pour trouver le chemin des filets. Une ascension qui pénalise l'ancien dauphin, WA

Tlemcen, qui glisse à la troisième place, avec 36 points, et ce, après sa défaite chez le MC Saïda (2-1). Les choses avaient pourtant relativement bien commencé pour les Zianides, ayant ouvert le score dès la 26' par Mebarki, avant de se faire renverser, d'abord par Ouïs (50'), puis par l'inévitable Cheikh-Hamidi, auteur du but de la victoire à la 80'. Un précieux succès dans la course au maintien, car il permet au MCS de se hisser à une confortable 10^e place, avec 28 points, au moment où plusieurs autres concurrents pour la survie en Ligue 2 ont trébuché ce week-end, à commencer par l'Amel Boussaâda (12'), qui a perdu son duel direct contre la lanterne-rouge, l'USM El Harrach (2-1) jeudi en ouverture de la journée. Une victoire en or pour les Jaune et Noir, surtout qu'elle a coïncidé

avec le faux pas d'un autre concurrent direct pour le maintien, le MO Béjaïa, qui a été tenu en échec à domicile par l'OM Arzew (1-1). Désormais, les Harrachis et le MOB partagent la dernière place du classement général, avec 22 unités pour chaque formation, alors qu'il reste encore huit journées avant la fin de la saison, faisant que tout reste possible dans la course au maintien. Les cartons du jour sont à mettre à l'actif de l'USM Annaba, qui a dominé la JSM Béjaïa (3-1), et le DRB Tadjenanet, qui a atomisé le RC Relizane (4-0), grâce à Chabane (31'), Kabari (72') et Guidoum, auteur d'un doublé aux 68' et 89'. De son côté, l'AS Khroub s'est maintenue au milieu du tableau, grâce à une courte mais précieuse victoire contre le MC El Eulma (1-0).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Sixième jour du procès en appel à la cour d'Alger

Poursuite des plaidoiries du collectif de défense

POUR le 6e jour consécutif, le procès en appel dans les deux affaires de montage automobile et du financement occulte de partis politiques et de la campagne électorale pour la présidentielle d'avril 2019, s'est poursuivi hier, à la cour d'Alger, par les plaidoiries du collectif de défense.

Durant l'audience d'hier, la défense du fils de l'ancien Premier ministre, Fares Sellal, a refusé de plaider devant le procureur général qui avait déploré le fait que cette affaire «ait révélé la manière dont les fils de responsables bénéficiaient d'avantages de manières illégales», au moment où «des dizaines de jeunes migrants clandestins risquaient leur vie».

L'avocat de Fares Sellal a indiqué que «le procureur n'avait pas à lancer un discours politique parce que nous sommes dans un tribunal», a-t-il déclaré, ajoutant : «Fares a été cogérant de 2013 à 2017, et il s'est retiré sans recevoir de concessions».

Notons que le procureur général près la cour d'Alger avait requis, jeudi dernier, des peines de 20 ans de prison ferme à l'en-

contre des deux anciens Premiers ministres, Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, et de 15 ans de prison ferme à l'encontre des deux ministres de l'Industrie, Youcef Youssi et Mahdjoub Bedda, outre une peine de 10 ans de prison ferme à l'encontre des anciens ministres Abdelghani Zaalane et Nouria Yamina Zerhouni et des hommes d'affaires Mohamed Bairi, Ahmed Maazouz, Ali Haddad et Hadj Malik Said.

Une peine de huit ans de prison ferme a été également requise à l'encontre des hommes d'affaires Aboud Achour, Hassane Larbaoui et Farès Sellal, fils de l'ancien Premier ministre, et d'anciens cadres au ministère de l'Industrie, Hassiba Mokraoui et Tira Amine.

Le procureur général a requis cinq ans de prison à l'encontre de Chaid Hamoud, trésorier de la campagne électorale de l'ancien Président Bouteflika, et trois ans pour les frères Semmai. Il s'agit également d'amendes allant de 1 à 3 millions de dinars avec confiscation de tous leurs biens.

Thinhinene Khouchi

Affaire de corruption à la Sonelgaz de Tipasa

Report du procès pour la 2^e fois au 15 mars

Le tribunal correctionnel de Tipasa a décidé, dimanche, le report pour la 2^e fois du procès de l'affaire de corruption ayant porté préjudice à la direction de distribution de gaz et de l'électricité de la wilaya, pour le 15 mars prochain. Le report est dû à l'absence de la juge en charge du dossier, au moment où l'instance du tribunal a également refusé la demande de libération de l'accusé Louzi Hamid, ex-directeur de distribution à Tipasa, actuellement en détention provisoire. Le tribunal correctionnel de Tipasa avait décidé le report de la première audience dans cette affaire, initialement prévue pour le 16 février dernier, en la programmant pour ce 8 mars «au regard de l'importance de l'affaire» et pour «permettre à la défense des accusés de préparer son plaidoyer dans des délais suffisants». Selon l'arrêt de renvoi, les accusés dans cette affaire sont poursuivis pour «abus de fonction en violation des lois et des réglementations en vue d'obtenir d'indus avantages et détournement de deniers publics». Les parties à l'instance sont au nombre de 26, dont 12 accusés, 14 témoins et deux en tant que partie civile. La brigade économique de la sûreté de la wilaya de Tipasa avait présenté, le 2 décembre dernier, les per-

sonnes concernées devant le parquet du tribunal de Tipasa, pour implication dans une affaire de corruption ayant causé «des dégâts matériels» à la Direction de distribution d'électricité et de gaz de la wilaya qui s'est constituée partie civile dans cette affaire. Le paquet avait retenu contre les mis en cause les chefs d'accusation d'«abus de fonction», «dilatation de deniers publics», «perception d'indus avantages» et «passation de marchés douteux», ajoute la même source. Le juge d'instruction près le tribunal de Tipasa a ordonné, le 2 décembre dernier, le placement de sept responsables de Sonelgaz en détention provisoire et de cinq autres sous contrôle judiciaire. Il s'agit du placement, en détention provisoire, de l'ancien directeur de distribution à Tipasa et de l'ancien chef de l'unité d'exploitation d'électricité et de gaz de Tipasa, qui était directeur de distribution à Tamanrasset, au moment de son arrestation. La décision de placement en détention provisoire a concerné, également, six responsables locaux, à savoir trois chefs de services techniques d'électricité de Koléa, Hadjout et Tipasa, un responsable de la Direction de distribution d'électricité et de gaz (SDC) de la circonscription de Koléa, le



Lors d'une opération de ratissage à Chlef

Deux militaires tombent en martyrs suite à l'explosion d'une bombe

■ Deux militaires ont été tués samedi lors d'une opération de ratissage menée par un détachement de l'A N P dans les monts de Béni-Bouateb 90 km au sud-est de Chlef, au fond de la vallée de l'oued Fodda des suites de l'explosion d'une bombe de fabrication artisanale, a indiqué dimanche le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

Par Slim O.

«Lors d'une opération de fouille et de ratissage menée par un détachement de l'Armée nationale popu-

laire dans la localité de Béni-Bouateb, wilaya de Chlef, et suite à l'explosion d'une bombe de confection artisanale, deux militaires au grade de caporal contractuel sont tombés en mar-

tyr le 07 mars 2020 », a précisé la même source. Il s'agit, selon le MDN, de Bouskaïa Billel et Nouasria Badis. Le chef d'état-major de l'Armée nationale populaire par intérim, le général-major Saïd Chanegriha a adressé un message de condoléances « aux familles et proches des deux chouchada, réitérant que l'Armée nationale populaire poursuivra ses efforts, sans répit et quels que soient les sacrifices, pour traquer ces criminels et les neutraliser partout où ils se trouvent à travers l'ensemble du territoire national », conclut la même source.

S. O.

Tizi Ouzou

300 millions de DA pour la réhabilitation des structures de santé

La direction de la santé et de la population de Tizi Ouzou va entamer prochainement la réhabilitation de plusieurs structures de santé à travers de la wilaya. Une cagnotte de 300 millions de dinars sera consacrée à cette opération afin d'améliorer les conditions d'accueil des malades au niveau des établissements hospitaliers spécialisés (EHS), des Établissements publics de santé de proximité (EPSP) et les Établissements hospitaliers publics (EPH). La DSP n'a pas encore divulgué la liste de ces établissements qui seront touchés par ces travaux de réhabilitation mais l'on croit savoir que la priorité sera accordée aux structures des régions se trouvant loin des zones urbaines abritant des hôpitaux. Dans le même sillage, il est à noter que la polyclinique de la daïra de Makouda (20 km au

nord de Tizi Ouzou) fermée pendant plusieurs semaines par des habitants eu égard aux insuffisances et conditions d'accueil de malades, a été rouverte récemment après lui avoir affecté

des équipements et des suites des engagements pris par la DSP d'y remédier aux manquements signalés.

Hamid M.

Bordj Bou Areridj

Fin de fonction du directeur de l'hôpital Bouzidi-Lakhdar

UNE DÉCISION de mise fin aux fonctions du directeur de l'établissement hospitalier Bouzidi-Lakhdar de la ville de Bordj Bou Areridj a été prise par le wali Mohamed Benmalek en raison de «la situation déplorable» de cet établissement de santé publique, apprend-on dimanche auprès des services de wilaya. La décision a été prise à la suite «de l'envoi d'une commission d'inspection et vérification de l'application des instructions

données par le chef de l'exécutif de wilaya lors d'une visite inopinée à l'établissement», a précisé la même source. Les membres de la commission ont constaté «la situation déplorable de l'hôpital et la persistance des insuffisances» objets des réserves émises par le wali, a ajouté la même source. L'établissement hospitalier Bouzidi-Lakhdar est une des plus grandes structures sanitaires de la wilaya de Bordj Bou Areridj.

L. M.